



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2016)7248 du 11.11.2016 relative au programme d'action annuel 2016, deuxième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour un Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA)

1) Le point 5 du tableau de la page de garde est modifié comme suit:

5. Montants concernés	<p>Coût total estimé: 45 271 229,40 EUR.</p> <p>Montant total de la contribution du FED: 43 937 896,40 EUR dont</p> <ul style="list-style-type: none">• 25 950 000 EUR au titre de l'appui budgétaire;• 17 487 896,40 EUR au titre de l'appui complémentaire (assistance technique, renforcement des capacités des acteurs et appui à la société civile);• 500 000 EUR au titre de la visibilité, des audits et évaluations, des provisions pour imprévus. <p>La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 1 333 333 EUR.</p>
------------------------------	--

RESUME

Inchangé.

1 CONTEXTE

Inchangé.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Inchangé.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Inchangé.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Inchangé.

4.2 Principales activités

Inchangé.

4.2.1 Appui budgétaire

2) *Ce point est modifié comme suit:*

«Les principales activités comprendront:

- Le transfert de 25 950 000 EUR sur la période couvrant les exercices budgétaires 2016-2020;
- Un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener, en accordant une attention particulière aux domaines visés par les objectifs du programme (opérationnalisation de la GIRE, amélioration de la gestion du secteur rural, amélioration du suivi/évaluation);
- Des efforts soutenus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP);
- Un dialogue continu entre la délégation de l'UE et les autres donateurs pour coordonner et mieux aligner notre coopération au développement, afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de *reporting* qui pèsent sur le gouvernement;
- Une surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire:
 - le suivi de la réalisation des objectifs prioritaires pour le secteur se fera à partir des rapports d'avancement annuels et d'autres évaluations faites par l'UE ou examens équivalents des partenaires au développement, étayés par des informations régulières et des discussions dans les groupes de travail pertinents du secteur;
 - le suivi des développements macroéconomiques se fera dans le contexte des missions du Fonds monétaire international (FMI) et d'autres évaluations pertinentes, ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le FMI;
 - la surveillance du critère d'éligibilité de la GFP se fera sur base des revues de la stratégie nationale de réforme de la GFP et sur des évaluations connexes ou des analyses ad hoc du FMI et d'autres partenaires au développement, y compris une analyse sectorielle spécifique (par exemple au moyen des enquêtes de suivi des dépenses publiques et des évaluations des dépenses publiques);
 - le suivi de la transparence budgétaire se fera à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

Le dialogue sectoriel sera basé sur les progrès dans la mise en œuvre des conditions générales de décaissement (cf. section 5.3.2).»

4.2.2 Appui complémentaire

Inchangé.

4.3 Logique d'intervention

Inchangé.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Inchangé.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Inchangé.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

3) Le 1^{er} paragraphe de ce point est modifié comme suit:

«Le montant alloué à l'appui budgétaire est de 25 950 000 EUR, celui alloué à l'appui complémentaire est de 17 487 896,40 EUR, et 500 000 EUR est alloué à la visibilité/audits/évaluations/provisions pour imprévus. Ce montant repose sur l'affectation de 12 489 996,40 EUR à des actions de la société civile et la répartition de 4 997 900 EUR entre l'assistance technique et le renforcement des capacités des acteurs du secteur.»

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

Inchangé.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

4) Le 1^{er} paragraphe de ce point est modifié comme suit:

«L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les décaissements annuels de l'appui budgétaire se feront selon le schéma suivant :

Montants en euros			
Année	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2017	6 000 000	3 000 000	9 000 000
2018	6 000 000	1 950 000	7 950 000
2019	6 000 000	3 000 000	9 000 000
Total	18 000 000	7 950 000	25 950 000

»

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

Inchangé.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Inchangé.

5.6 Budget indicatif

5) Le tableau du budget indicatif est modifié comme suit:

Désignation	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.3. Composante relative à l'appui budgétaire (contrat de réforme sectorielle) : 2017-2020	25 950 000,00	
5.4. Composante relative à l'appui complémentaire	17 487 896,40	1 333 333
<i>5.4.1. Appel à propositions (gestion directe)</i>	<i>9 989 996,40</i>	
<i>5.4.2. Gestion indirecte avec le pays partenaire dont</i>	<i>4.997.900,00</i>	
<i>Appui au CEMEAU/ONEA pour le renforcement des capacités des acteurs.</i>	<i>2 497 900,00</i>	
<i>Assistance technique au profit du ministère chargé de l'eau.</i>	<i>2 500 000,00</i>	
5.4.3. Subventions octroi direct (gestion directe): formations AMOC	2 500 000,00	
5.9. Évaluation, 5.10. Audit	250 000,00	
5.11. Communication et visibilité	50 000,00	
Provisions pour imprévus	200 000,00	
Totaux	43 937 896,40	1 333 333

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Inchangé.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Inchangé.

5.9 Évaluation

Inchangé.

5.10 Audit

Inchangé.

5.11 Communication et visibilité

Inchangé.

ANNEXE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT

Inchangé.